



I B P T

**INSTITUT BELGE DES SERVICES POSTAUX
ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS**

**CONSULTATION ORGANISÉE PAR LE CONSEIL DE L'IBPT
À LA DEMANDE DU CABINET DU MINISTRE DE L'ECONOMIE**

DU 20 AOÛT 2013

CONCERNANT

**LE PROJET D'ARRÊTÉ ROYAL PORTANT MODIFICATION DE L'ARRÊTÉ
ROYAL DU 27 AVRIL 2007 RELATIF À LA GESTION DE L'ESPACE DE
NUMÉROTATION NATIONAL ET À L'ATTRIBUTION ET AU RETRAIT DES
DROITS D'UTILISATION DE NUMÉROS**

Méthode d'envoi des réactions au présent document :

Délai de réponse: jusqu'au 27 septembre 2013

Personne de contact : Tim Nuyens, Premier Conseiller (02 226 87 57)

Adresse de réponse par e-mail: consult01@ibpt.be Objet : Consult-2013-C1

Les réponses sont attendues uniquement par voie électronique.

Le document doit indiquer clairement ce qui est confidentiel.

Il est demandé d'utiliser le « *Formulaire de couverture à joindre à la réponse à une consultation publique organisée par l'IBPT* ». Une version électronique de ce formulaire peut être téléchargée sur le site <http://www.ibpt.be> (IBPT > Publications > Consultations).

L'IBPT souhaite également que les commentaires fassent référence aux paragraphes et/ou sections qu'ils concernent.

Contexte

Le présent projet d'arrêté royal modifie l'arrêté royal du 27 avril 2007 relatif à la gestion de l'espace de numérotation national et à l'attribution et au retrait des droits d'utilisation de numéros (ci-après « AR Numérotation »).

Ainsi, il propose tout d'abord quelques rectifications et précisions terminologiques,

Le présent projet abroge ensuite les articles 82 et 83 de l'AR Numérotation, devenus obsolètes suite à la modification de l'article 21 de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges par l'article 9 de la loi du 10 juillet 2012 portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques.

Cette adaptation législative faisait suite à la modification de la directive Autorisation sur ce point par la Directive 2009/140/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 modifiant les directives 2002/21/CE relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques, 2002/19/CE relative à l'accès aux réseaux de communications électroniques et aux ressources associées, ainsi qu'à leur interconnexion et 2002/20/CE relative à l'autorisation de réseaux et de services de communications électroniques (ci-après: « Directive 2009/140/CE »).

Le projet d'arrêté royal règle également une série d'aspects concernant la numérotation en matière de communication de Machine à Machine, dits « communication M2M », consistant en un service de communication dans le cadre duquel les données sont transférées automatiquement entre les équipements et/ou les applications sans ou avec peu d'intervention humaine.

Vu le déploiement imminent d'un nombre de plus en plus important d'applications M2M, il s'agit d'anticiper tout problème lié à la raréfaction des numéros, qui pourrait constituer ainsi un problème pour l'utilisation de numéros mobiles pour les communications mobiles de « Personne-à-Personne ».

Enfin, le présent projet modifie l'article 84, § 2, 5°, de l'AR Numérotation afin de diminuer les redevances annuelles (qui sont dues dès que des numéros sont attribués) pour ce type d'applications.

La décision du Conseil de l'IBPT du 6 septembre 2011 concernant la détermination du plan de numérotation en matière de communication M2M, modifiée par la décision du Conseil de l'IBPT du 4 septembre 2012, implique que les applications M2M qui sont proposées aux utilisateurs à partir du 1^{er} septembre 2013 doivent utiliser des numéros ayant l'identité de service 77.

L'adaptation du droit annuel vise à éviter des droits annuels manifestement disproportionnés pour les numéros qui doivent être utilisés à partir du 1^{er} septembre 2013 pour les nouvelles applications M2M mises sur le marché.

Annexes

Le projet d'arrêté royal est repris ci-après.

Georges Deneff
Membre du Conseil

Axel Desmedt
Membre du Conseil

Catherine Rutten
Membre du Conseil

Michel Van Bellinghen
Membre du Conseil

ROYAUME DE BELGIQUE

SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ÉNERGIE

DATE - Arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 27 avril 2007 relatif à la gestion de l'espace de numérotation national et à l'attribution et au retrait des droits d'utilisation de numéros

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le présent arrêté vise à éliminer quelques imperfections de l'arrêté royal du 27 avril 2007 relatif à la gestion de l'espace de numérotation national et à l'attribution et au retrait des droits d'utilisation de numéros (ci-après également: « AR Numérotation »), à supprimer quelques articles devenus obsolètes suite à la modification de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges et à régler une série d'aspects concernant la numérotation en matière de communication M2M qui n'ont pas pu être résolus par des décisions de l'IBPT prises en la matière en vertu de l'article 11, § 3, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après: « la Loi »).

Par communication M2M (qui signifie « communication de Machine à Machine »), l'on entend un service de communication dans le cadre duquel les données sont transférées automatiquement entre les équipements et/ou les applications sans ou avec peu d'intervention humaine. Ce transfert se fait dans la pratique généralement via des réseaux mobiles, bien que les réseaux en position déterminée puissent également être utilisés.

Des exemples d'applications M2M sont la télémétrie, les systèmes d'alarme et la commande à distance de processus. Les équipements électroniques grand public tels que les lecteurs électroniques, les équipements de navigation et les afficheurs de photos qui sont également reliés à des réseaux afin de créer une interactivité utilisent également les communications M2M. Une partie des applications M2M est encouragée ou même imposée par l'intervention des pouvoirs publics, comme l'e-call (appel d'urgence automatique en cas d'accident de voiture), le smart metering

KONINKRIJK BELGIE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O. EN MIDDENSTAND

DATUM – Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 april 2007 betreffende het beheer van de nationale nummeringsruimte en de toekenning en intrekking van gebruiksrechten voor nummers

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Dit besluit beoogt enkele onvolkomenheden van het koninklijk besluit van 27 april 2007 betreffende het beheer van de nationale nummeringsruimte en de toekenning en intrekking van gebruiksrechten voor nummers (hierna ook: “het KB Nummering”) weg te werken, enkele artikelen van dat besluit die achterhaald zijn door de wijziging van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector te schrappen en een aantal aspecten met betrekking tot de nummering voor M2M-communicatie te regelen die niet konden geregeld worden door besluiten van het BIPT die terzake genomen werden op grond van artikel 11, § 3, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (hierna: “de Wet”).

M2M-communicatie (voluit “Machine to machine-communicatie”) is een communicatiedienst waarbij data automatisch wordt getransfereerd tussen apparatuur en/of toepassingen met weinig of geen menselijke interventie. Die transfer verloopt in de praktijk meestal via mobiele netwerken, hoewel netwerken op een vaste locatie ook kunnen ingezet worden.

Voorbeelden van M2M-toepassingen zijn telemetrie, alarmsystemen en het aansturen van processen op afstand. Ook consumentenelektronica zoals e-readers, navigatieapparatuur en fotodisplays die eveneens worden verbonden op netwerken om interactiviteit tot stand te brengen maken gebruik van M2M-communicatie. Een deel van de M2M-toepassingen wordt gepromoot of zelfs opgelegd door overheidsinterventie zoals e-call (automatische noodoproep bij auto-accident), smart metering (automatische meteropname van het water, gas- of elektriciteitsverbruik) en

(comptage intelligent de la consommation d'eau, de gaz ou d'électricité) et éventuellement des systèmes de taxation au kilomètre.

La communication M2M se faisait auparavant essentiellement via des numéros mobiles « ordinaires », mais au vu du déploiement imminent d'un nombre de plus en plus important d'applications M2M, ces numéros pourraient rapidement se raréfier et constituer ainsi un problème pour l'utilisation de numéros mobiles pour les communications mobiles de « Personne-à-Personne ». L'IBPT a dès lors pris la décision d'ouvrir une série de numéros distincte avec une capacité accrue pour les applications M2M. Cela s'est fait sur la base d'une décision prise sur la base de l'article 11, §3, de la Loi. Il n'a toutefois pas été possible de déterminer dans cette décision les redevances visant à garantir une utilisation efficace de la capacité de numérotation de cette nouvelle série de numéros étant donné que l'article 30, § 2, de la Loi stipule que cela doit se faire via un arrêté royal.

Commentaire article par article

Article 1er

La modification de la version française de l'article 50, § 6, vise à harmoniser cette version avec la version néerlandaise.

Article 2

Le but est de renvoyer à l'article 63 aux formes procédurales réglées dans la version (modernisée) de la loi 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations. Il est dès lors indiqué de parler dans la version française de l'article 63, tout comme dans la version néerlandaise, de « fondations » au lieu de « institutions ».

Article 3

Les articles 82 et 83 constituaient une transposition de l'article 10 de la Directive 2002/20/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à l'autorisation de réseaux et de services de communications électroniques (directive Autorisation) en ce qui concerne la suspension ou le retrait de capacité de numérotation.

mogelijk systemen van kilometerheffing.

M2M-communicatie gebeurde in het verleden voornamelijk via "gewone" mobiele nummers, waardoor deze nummers, gelet op de nakende ontplooiing van meer en meer M2M-toepassingen, mogelijk snel schaars zouden kunnen worden en een probleem zouden kunnen opleveren voor het gebruik van mobiele nummers voor "Persoon-tot-Persoon" mobiele communicatie. Het BIPT nam dan ook de beslissing om voor M2M-toepassingen een afzonderlijke nummerreeks met een verruimde capaciteit te openen. Dit gebeurde op basis van een besluit genomen op basis van artikel 11, §3, van de Wet. Het was evenwel onmogelijk om in dat besluit de heffingen te bepalen om het efficiënt gebruik van nummercapaciteit uit deze nieuwe nummerreeks te waarborgen, gezien artikel 30, §2 van de Wet bepaalt dat dit dient te gebeuren via een koninklijk besluit.

Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1

De wijziging van de Franse versie van artikel 50, § 6, heeft tot doel deze versie in overeenstemming te brengen met de Nederlandse versie.

Artikel 2

Het is de bedoeling om in artikel 63 te verwijzen naar de rechtsvormen die geregeld worden door de (gemoderniseerde) wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen. Het is dan ook aangewezen om in de Franstalige versie van artikel 63, zoals in het Nederlands, te spreken van "fondations" in plaats van "institutions".

Artikel 3

De artikelen 82 en 83 vormden een omzetting van artikel 10 van Richtlijn 2002/20/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 betreffende de machtiging voor elektronische-communicatiediensten en -netwerken (Machtigingsrichtlijn) op het vlak van de opschorting of intrekking van nummercapaciteit.

Il découlait notamment de l'article 10.2 et suivant de la directive Autorisation initiale que pour aboutir à une suspension ou au retrait de droits d'utilisation pour des numéros, il fallait définir dans une première phase de la procédure de mise en demeure un délai d'au moins un mois (l'exception d'un accord du contrevenant avec un délai plus court ou une infraction répétée n'étant pas prises en considération) pour permettre à l'entreprise visée de communiquer son point de vue ou de mettre fin aux infractions éventuelles. Ces exigences ont été abrogées par l'article 3, 6), a) de la Directive 2009/140/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 modifiant les directives 2002/21/CE relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques, 2002/19/CE relative à l'accès aux réseaux de communications électroniques et aux ressources associées, ainsi qu'à leur interconnexion et 2002/20/CE relative à l'autorisation de réseaux et de services de communications électroniques (ci-après: « Directive 2009/140/CE ») et avaient déjà disparues de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges (ci-après: « la loi du 17 janvier 2003 ») par l'abrogation de l'article 21/1 (voir article 9 de la loi du 10 juillet 2012 portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques). Les modalités de la phase proprement dite de suspension ou de retrait ont également été modifiées par la Directive 2009/140/CE (voir article 3, 6, c) de la Directive 2009/140/CE). Les modalités modifiées ont été intégrées dans la nouvelle version de l'article 21 de la loi du 17 janvier 2003 (voir article 9 de la loi du 10 juillet 2012 portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques).

Il est dès lors superflu de prévoir à l'article 82 de l'AR Numérotation, une procédure de suspension ou de retrait de capacité de numérotation dérogatoire à l'article 21 de la loi du 17 janvier 2003 et celle-ci peut dès lors être définitivement supprimée de l'ordre juridique.

L'abrogation de l'article 83 est également justifiée par une modification de la loi du 17 janvier 2003. L'article 7 de la loi du 10 juillet 2012 portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques fait relever la violation de l'article 11 de la Loi (qui constitue le fondement légal de l'AR Numérotation) explicitement du champ d'application de l'article 20 de la loi du 17 janvier 2003 (l'article 20 de la loi du 17 janvier

Uit artikel 10.2 en volgende van de oorspronkelijke Machtigingsrichtlijn volgde onder meer dat om te komen tot een opschorting of intrekking van gebruiksrechten voor nummers er in een eerste fase van de inbreukprocedure een termijn van minimum één maand (de uitzondering van een akkoord van de overtreder met een kortere termijn of een herhaalde inbreuk buiten beschouwing gelaten) diende gegeven te worden om de geviseerde onderneming de gelegenheid te geven een standpunt mee te delen of een einde te maken aan eventuele inbreuken. Deze vereisten werden opgeheven door artikel 3, 6), a) van Richtlijn 2009/140/EG van het Europees Parlement en de Raad van 25 november 2009 tot wijziging van Richtlijn 2002/21/EG inzake een gemeenschappelijk regelgevingskader voor elektronischecommunicatienetwerken en -diensten, Richtlijn 2002/19/EG inzake de toegang tot en interconnectie van elektronischecommunicatienetwerken en bijbehorende faciliteiten, en Richtlijn 2002/20/EG betreffende de machtiging voor elektronischecommunicatienetwerken en -diensten (hierna: "Richtlijn 2009/140/EG") en verdwenen ook al uit de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector (hierna: "de wet van 17 januari 2003") door de opheffing van artikel 21/1 (zie artikel 9 van de wet van 10 juli 2012 houdende diverse bepalingen inzake elektronische communicatie). Ook de modaliteiten van de eigenlijke fase van de opschorting of intrekking werden gewijzigd door Richtlijn 2009/140/EG (zie artikel 3, 6, c) van Richtlijn 2009/140/EG). De gewijzigde modaliteiten werden bij de omzetting verwerkt in de nieuwe versie van artikel 21 van de wet van 17 januari 2003 (zie artikel 9 van de wet van 10 juli 2012 houdende diverse bepalingen inzake elektronische communicatie).

Een van artikel 21 van de wet van 17 januari 2003 afwijkende procedure van schorsing of intrekking van de nummercapaciteit in artikel 82 van het KB Nummering is dan ook overbodig en kan dan ook definitief uit de rechtsorde worden geschrapt.

De opheffing van artikel 83 wordt eveneens verantwoord door een wijziging van de wet van 17 januari 2003. Artikel 7 van de wet van 10 juli 2012 houdende diverse bepalingen inzake elektronische communicatie bracht de schending van artikel 11 van de Wet (dat de rechtsgrond vormt van het KB Nummering) expliciet onder het toepassingsgebied van artikel 20 van de wet van 17 januari 2003 (artikel 20 van de wet van 17 januari 2003 handelt over de voorlopige

2003 traite des mesures provisoires que le Conseil de l'IBPT peut prendre dans des circonstances particulières (violation d'une série d'articles, parmi lesquels l'article 11, § 1^{er}, de la Loi, entraînant une menace immédiate grave pour l'ordre public, la sécurité publique ou la santé publique ou de nature à provoquer de graves problèmes économiques ou opérationnels pour d'autres fournisseurs ou utilisateurs de réseaux ou de services de communications électroniques).

Une procédure spécifique est ainsi devenue superflue dans l'AR Numérotation et l'article 83 peut dès lors être abrogé.

Article 4

Par la décision du Conseil de l'IBPT du 6 septembre 2011 concernant la détermination du plan de numérotation en matière de communication M2M, l'identité de service 77 a été sélectionnée comme identité de service sous laquelle les applications M2M doivent être proposées en Belgique. En vertu de la modification de cette décision par la décision du Conseil de l'IBPT du 4 septembre 2012, les applications M2M qui sont proposées aux utilisateurs à partir du 1^{er} septembre 2013 doivent utiliser des numéros ayant l'identité de service 77.

A l'article 84, § 2, 5°, de l'AR Numérotation, un droit annuel est encore associé à l'utilisation de blocs de numéros attribués dans l'identité de service 77 qui est lié à l'utilisation précédente de l'identité de service, c.-à-d. pour la fourniture de services payants spécifiquement destinés aux majeurs via des réseaux de communications électroniques (voir article 49 de l'AR Numérotation).

L'application des montants visés à l'article 84, § 2, 5°, entraînerait des droits annuels manifestement disproportionnés pour les numéros qui doivent être utilisés à partir du 1^{er} septembre 2013 pour les nouvelles applications M2M mises sur le marché. L'application stricte de l'article 84, § 2, 5°, entraînerait en effet un droit annuel à payer de 75 000 euros par bloc de 1 million de numéros (ce qui est la taille standard de la capacité de numérotation pour les applications M2M dont il a été décidé dans la décision du 6 septembre 2011). L'attribution d'un bloc de numéros M2M serait ainsi à tort 5 fois plus chère que l'attribution d'un nombre égal de numéros mobiles et ce, alors que 1) il n'y a pas de pénurie de numéros pour les numéros M2M (étant donné qu'il a été opté pour 11 chiffres

maatregelen die de Raad van het BIPT kan nemen in bijzondere omstandigheden (schending van een reeks artikelen, waaronder artikel 11, §1, van de Wet, die een onmiddellijke en ernstige dreiging inhoudt voor de openbare orde, de openbare veiligheid of de volksgezondheid of die ernstige economische of operationele problemen met zich kan brengen voor andere aanbieders of gebruikers van elektronische-communicatienetwerken of -diensten).

Hierdoor is een specifieke procedure in het KB Nummering overbodig geworden en kan artikel 83 worden opgeheven.

Artikel 4

Bij besluit van de Raad van het BIPT van 6 september 2011 met betrekking tot het vastleggen van het nummerplan voor M2M-communicatie werd de dienstidentiteit 77 geselecteerd als dienstidentiteit waaronder M2M-toepassingen in België dienen te worden aangeboden. Op grond van de wijziging van dit besluit bij besluit van de Raad van het BIPT van 4 september 2012, dienen M2M-toepassingen die vanaf 1 september 2013 aangeboden worden aan de gebruikers gebruik te maken van nummers met de dienstidentiteit 77.

Aan het gebruik van toegewezen blokken van nummers van de dienstidentiteit 77 is in artikel 84, §2, 5°, van het KB Nummering nog een jaarlijks recht geassocieerd dat te maken heeft met het vorige gebruik van de dienstidentiteit, met name voor het aanbieden van specifiek voor meerderjarigen bestemde betalende diensten via elektronische-communicatienetwerken (zie artikel 49 van het KB Nummering).

Toepassing van de bedragen vermeld in artikel 84, §2, 5° zou leiden tot manifest disproportionele jaarlijkse rechten voor de nummers die vanaf 1 september 2013 gebruikt moeten worden voor nieuwe M2M-toepassingen die op de markt worden gebracht. Strikte toepassing van artikel 84, §2, 5°, zou inderdaad leiden tot een jaarlijks te betalen recht van 75.000 euro per blok van 1 miljoen nummers (wat de standaardgrootte van de numer capaciteit voor M2M-toepassingen is waartoe in het besluit van 6 september 2011 werd besloten). De toewijzing van een blok van M2M-nummers zou daarmee ten onrechte 5 maal duurder geprijsd worden dan de toewijzing van een gelijk aantal mobiele nummers, dit terwijl er 1) geen nummerschaarste heerst voor M2M-nummers (gezien er gekozen werd voor 11 cijfers achter de dienstidentiteit 77, wat een maximale

après l'identité de service 77, ce qui donne une capacité de numérotation maximale, compte tenu des normes internationales) et 2) les revenus moyens par numéros pour les applications M2M sont estimés considérablement moins élevés que les revenus moyens par numéro mobile utilisé pour les applications vocales et SMS mobiles.

C'est pourquoi il est indiqué dans la section 3.2.3 de la décision du Conseil de l'IBPT du 6 septembre 2011 que:

« L'IBPT profitera de la révision prévue de l'AR Numérotation pour diminuer les redevances annuelles (qui sont dues dès que des numéros sont attribués) pour ce type d'applications. ».

Concrètement, au vu de l'importante réserve de numéros dans cette nouvelle série de numéros 77, des droits annuels substantiellement moins élevés que ceux qui sont facturés pour des numéros mobiles sont introduits.

En ce qui concerne les frais de dossier (uniques), la situation actuelle (paiement du même frais de dossier que pour la réservation d'un bloc de numéros mobiles; voir article 84, § 1^{er}, alinéa 1er) est adéquate: le travail de l'IBPT reste le même, indépendamment du fait qu'un bloc de numéros mobiles ou un bloc de numéros ayant l'identité de service 77 soit réservé.

Le passage « ou la décision visée à l'article 11, § 3, de la Loi » est ajouté à l'article 84, § 1er, (voir partie 1^o) pour remédier à la situation où la taille standard de la capacité de numérotation est fixée dans la décision de l'IBPT fixant le plan de numérotation provisoire, comme cela s'est fait à la section 3.3.3 de la décision du Conseil de l'IBPT du 6 septembre 2011.

Article 5

Cet article ne nécessite pas de commentaire.

nummervacaciteit geeft, rekening houdend met de internationale normen) en 2) de gemiddelde inkomsten per nummer bij M2M-toepassingen aanzienlijk lager ingeschat worden dan de gemiddelde inkomsten per mobiel nummer dat ingezet wordt voor mobiele spraak- en SMS-toepassingen.

Daarom werd in sectie 3.2.3 van het besluit van de Raad van het BIPT van 6 september 2011 gesteld:

“Het BIPT zal van de voorziene herziening van het KB Nummering gebruik maken om de jaarlijkse rechten (deze gaan in zodra nummers toegewezen zijn) voor dit soort toepassingen te verlagen”.

Concreet worden, gelet op de grote voorraad aan nummers in de nieuwe 77-nummerreeks, jaarlijkse rechten geïntroduceerd die substantieel lager zijn dan deze die aangerekend worden voor mobiele nummers.

Qua (éénmalige) dossierkosten is de huidige situatie (betaling van dezelfde dossierkost als voor de reservatie van een mobiel nummerblok; zie artikel 84, §1, eerste lid) passend: of er nu een mobiele nummerblok of een blok van nummers met de dienstidentiteit 77 wordt gereserveerd, het werk dat het BIPT dient te verrichten blijft hetzelfde.

Aan artikel 84, §1 worden de passages “of het besluit bedoeld in artikel 11, §3 van de Wet” toegevoegd (zie onderdeel 1^o) om de situatie te ondervangen, waarin de standaardgrootte van de nummervacaciteit vastgelegd is in het besluit van het BIPT dat het voorlopige nummerplan vaststelt, zoals gebeurd is in sectie 3.3.3. van het besluit van de Raad van het BIPT van 6 september 2011.

Artikel 5

Dit artikel behoeft geen commentaar

Nous avons l'honneur d'être,

We hebben de eer te zijn,

Sire,

Sire,

De Votre Majesté, Le très respectueux, et
très fidèle serviteur,

Van Uwe Majesteit, de zeer eerbiedige en zeer
getrouwe dienaar,

Le Ministre de l'Economie,

De Minister van Economie

J. VANDE LANOTTE

DATE - Arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 27 avril 2007 relatif à la gestion de l'espace de numérotation national et à l'attribution et au retrait des droits d'utilisation de numéros

Philippe, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, article 11, § 1^{er}, modifié par les lois des 25 avril 2007 et 10 juillet 2012, article 29, § 2, modifié par la loi du 23 décembre 2009 et l'article 30, § 2, modifié par les lois des 15 mars 2010 et 29 mai 2013;

Vu l'arrêté royal du 27 avril 2007 relatif à la gestion de l'espace de numérotation national et à l'attribution et au retrait des droits d'utilisation de numéros;

Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications du DATE

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le DATE;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le DATE;

Vu la concertation au sein du Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision du DATE;;

Vu l'accord du Comité de concertation, donné le DATE;;

Vu l'avis AB.CDE/F du Conseil d'Etat, donné le DATE, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre de l'Economie;

Nous avons arrêté et arrêtons:

DATUM – Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 april 2007 betreffende het beheer van de nationale nummeringsruimte en de toekenning en intrekking van gebruiksrechten voor nummers

Filip, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, onze Groet.

Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 11, §1, gewijzigd bij de wetten van 25 april 2007 en 10 juli 2012, artikel 29, §2, gewijzigd bij de wet van 23 december 2009 en artikel 30, §2, gewijzigd bij de wetten van 15 maart 2010 en 29 mei 2013;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 april 2007 betreffende het beheer van de nationale nummeringsruimte en de toekenning en intrekking van gebruiksrechten voor nummers;

Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie van DATUM;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op DATUM;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van DATUM;

Gelet op het overleg binnen het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie van DATUM;

Gelet op het akkoord van het Overlegcomité, gegeven op DATUM;

Gelet op het advies AB.CDE/F van de Raad van State, gegeven op DATUM met toepassing van artikel 84, §1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Article 1^{er}. Dans la version française de l'article 50, § 6, de l'arrêté royal du 27 avril 2007 relatif à la gestion de l'espace de numérotation national et à l'attribution et au retrait des droits d'utilisation de numéros, modifié par l'arrêté royal du 24 mars 2009, le chiffre « 20 » est remplacé par le chiffre « 10 ».

Art. 2. Dans la version française de l'article 63, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté, le mot « institutions » est remplacé par le mot « fondations ».

Art. 3. Les articles 82 et 83 du même arrêté sont abrogés.

Art. 4. Dans l'article 84 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées:

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « ou la décision visée à l'article 11, § 3, de la Loi » sont insérés après les mots « fixée dans le présent arrêté »;

2° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 5°, le chiffre « 77 » est abrogé;

3° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, un 8° est inséré, rédigé comme suit:

« 8° 500 EUR par bloc attribué de 1 million de numéros avec l'identité de service 77 quelle que soit la taille standard de la capacité de numérotation au moment de l'attribution ».

Art. 5. Le ministre qui a les télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le DATE

Artikel 1. In de Franse versie van artikel 50, § 6, van het koninklijk besluit van 27 april 2007 betreffende het beheer van de nationale nummeringsruimte en de toekenning en intrekking van gebruiksrechten voor nummers, gewijzigd door het koninklijk besluit van 24 maart 2009, wordt het getal "20" vervangen door het getal "10".

Art. 2. In de Franse versie van artikel 63, §1, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt het woord "institutions" vervangen door het woord "fondations".

Art. 3. De artikelen 82 en 83 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 4. In artikel 84 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden telkens de woorden "of het besluit bedoeld in artikel 11, §3 van de Wet" ingevoegd na de woorden "vastgelegd in dit besluit";

2° in paragraaf 2, eerste lid, 5°, wordt het getal "77" opgeheven;

3° in paragraaf 2, eerste lid, wordt een bepaling onder 8° ingevoegd, luidende:

"8° 500 EUR per toegewezen blok van 1 miljoen nummers met de dienstidentiteit 77, ongeacht de standaardgrootte van de nummerv capaciteit op het ogenblik van de toewijzing".

Art. 5. De minister bevoegd voor telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, DATUM

Par le Roi:

Le Ministre de l'Economie,

Van Koningswege :

De Minister van Economie

J. VANDE LANOTTE